

LONG-TERM TRAINING PERIODS AT THE COURT OF JUSTICE OF THE EUROPEAN UNION (CJEU) – 2025/2026

Before applying, it is strongly advised to carefully read the long-term training General Conditions (attached to the call for applications), which provide detailed information on the EJTN long-term training scheme.

1. Presentation

Long-term training periods will be implemented at the Court of Justice of the European Union (CJEU) in Luxembourg.

EJTN trainees will be assigned either to the Chamber of a Member of the Court of Justice or to the Chamber of a Member of the General Court. Their tasks will vary according to the needs of each Member. They will primarily assist the assigned Member in processing cases and files for which he or she has been appointed Judge Rapporteur or Advocate General. They will not participate in the Courts' deliberations.

Applicants can also apply for a training at the Directorate for Research and Documentation (DRD) of the Court. The selected candidates will analyse and conduct judicial research for new cases presented before the Court.

2. Length and available positions

15 positions of long-term trainee are available for a duration of either 6 months (1 September 2025 to 27 February 2026) or 12 months (1 September 2025 to 31 August 2026). The agreed duration for the training placement cannot be extended under the EJTN financial scheme.

3. Requirements

The requirements to participate in the long-term training scheme at the CJEU are the following:

- be a judge or a prosecutor from an EU Member State;
- have at least one year of experience as a judge/prosecutor;
- be familiar with EU law;
- have a proven adequate knowledge of French to be able to provide support to the Cabinet members or the DRD in processing files and drafting decisions;
- have a good knowledge of another EU language.

Candidates are requested to clearly indicate in their motivation letter whether they would like to be allocated to a Cabinet at the Court of Justice, to a Cabinet at the General Court or to the Research and Documentation Directorate (DRD) of the Court.

4. Supporting documentation

Participants are required to provide the following supporting documents in PDF format:

- 1) a curriculum vitae in Europass format, in French or in English;
- 2) a cover letter, in French or in English (to be included in the application form).
- 3) a proof of French language proficiency. This can take any form such as a language course certificate, a publication etc;
- 4) the authorisation from their hierarchy to participate in a long-term traineeship. EJTN is fully aware that participants might not be able to provide this document by the end of the application period. However, it will be requested at a later stage and participants are encouraged to submit their leave request to the appropriate authority as soon as possible.
- 5) although not mandatory, participants are invited to submit a sworn statement certifying that they are not subject to criminal or disciplinary proceedings in their function as judge or prosecutor. Templates in French and English are attached to the call for applications.

5. Calendar

2 September 2024 – 15 October 2024	Application period
December 2024 – March 2025	Selection of applications by the CJEU
March – April 2025	Notification of selected participants by EJTN
April – September 2025	Preparation of the selected candidates in view of the training period
1 September 2025	Start of the training period

6. Financial conditions

Participants will receive a daily allowance of €120 throughout the entire training period. For detailed information on financial support during long-term training periods, please review the long-term traineeship financial conditions (attached to the call for applications) carefully¹.

7. Deadline

Candidates from all EU Member States participating in the Justice Programme of the European Union² and with a strong motivation are invited to submit their applications to the long-term training period at the Court of Justice of the EU by 15 October 2024, 18:00 (Brussels time).

¹ Financial conditions for 2024, subject to change in 2025.

² Austria, Belgium, Bulgaria, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Estonia, Finland, France, Germany, Greece, Hungary, Ireland, Italy, Latvia, Lithuania, Luxemburg, Malta, The Netherlands, Poland, Portugal, Romania, Slovakia, Slovenia, Spain, Sweden.

STAGES DE LONGUE DURÉE À LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE (CJUE) – 2025/2026

Avant de postuler, il est vivement conseillé de lire attentivement les conditions générales relatives à la formation de longue durée (attachées à l'appel à candidatures) qui fournissent des informations détaillées sur le programme des stages de longue durée du REFJ.

1. Présentation

Les stages de longue durée se dérouleront à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) à Luxembourg.

Les stagiaires du REFJ seront affectés soit à au cabinet d'un membre de la Cour de justice, soit au cabinet d'un membre du Tribunal. Leurs tâches varieront en fonction des besoins de chaque membre. Ils assisteront principalement le membre dans le traitement des affaires et des dossiers pour lesquels il ou elle a été nommé.e juge rapporteur ou avocat général. Les stagiaires ne participent pas aux délibérations de la Cour.

Les candidats peuvent également postuler pour une formation à la Direction de la Recherche et de la documentation (DRD) de la Cour. Les candidats sélectionnés analyseront et effectueront des recherches judiciaires pour les nouvelles affaires présentées devant la Cour.

2. Durée et postes disponibles

15 postes de stagiaires de longue durée sont disponibles pour une durée de 6 mois (du 1er septembre 2025 au 27 février 2026) ou de 12 mois (du 1er septembre 2025 au 31 août 2026). La durée convenue pour le stage de formation ne peut être prolongée dans le cadre du régime financier du REFJ.

3. Conditions requises

Les conditions requises pour participer au programme de formation de longue durée de la CJUE sont les suivantes :

- être un juge ou un procureur d'un Etat membre de l'UE ;
- avoir au moins un an d'expérience en tant que juge/procureur ;
- être familiarisé avec le droit de l'Union européenne ;
- avoir une connaissance suffisante et avérée du français pour pouvoir apporter un soutien aux membres du cabinet ou à la DRD dans le traitement des dossiers et la rédaction des décisions ;
- avoir une bonne connaissance d'une autre langue de l'UE.

Les candidats sont priés d'indiquer clairement dans leur lettre de motivation s'ils souhaitent être affectés à un cabinet de la Cour de justice, à un cabinet du Tribunal ou à la direction de la recherche et de la documentation (DRD) de la Cour.

4. Documents justificatifs

Les participants sont tenus de fournir les documents justificatifs suivants au format PDF :

- 1) un curriculum vitae au format *europass* en anglais ou en français ;
- 2) une lettre motivation en anglais ou en français (à insérer dans le formulaire de candidature) ;
- 3) une preuve de maîtrise de la langue française. Ce document peut prendre n'importe quelle forme : un certificat de cours de français, une publication etc. ;
- 4) l'autorisation de leur hiérarchie. Le REFJ est pleinement conscient que les participants peuvent ne pas être en mesure de fournir ce document avant la fin de la période de candidature. Toutefois, il sera exigé ultérieurement et les participants sont encouragés à soumettre leur demande à l'autorité compétente dès que possible ;
- 5) Bien que non obligatoire, les participants sont invités à soumettre une déclaration sous serment certifiant qu'ils ne font pas l'objet de poursuites pénales ou disciplinaires dans l'exercice de leurs fonctions de juge ou de procureur. Des modèles en français et en anglais sont joints à l'appel à candidatures.

5. Calendrier

2 septembre 2024 – 15 octobre 2024	Période de candidature
décembre 2024 – mars 2025	Sélection des candidatures par la CJUE
mars – avril 2025	Notification des participants sélectionnés par le REFJ
avril – septembre 2025	Préparation des candidats sélectionnés en vue de la période de formation
1 septembre 2025	Début du stage

6. Conditions financières

Les participants recevront une allocation journalière de 120 euros pendant toute la durée de la formation. Pour des informations détaillées sur le soutien financier pendant les périodes de formation de longue durée, veuillez consulter attentivement les conditions financières des stages de longue durée (attachées à l'appel à candidatures)³.

7. Date de fin de dépôt des candidatures

Les candidats de tous les États membres de l'UE participant au Programme Justice de l'Union européenne⁴ et ayant une forte motivation sont invités à soumettre leur candidature pour un stage de longue durée à la Cour de justice de l'UE avant le 15 octobre 2024, 18h00 (heure de Bruxelles).

³ Conditions financières pour 2024, susceptibles d'être modifiées en 2025.

⁴ Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède.